

Convention collective d'arrondissement
IDCC : 1387. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Flandres-Douais)
(20 mai 1986)
(Étendue par arrêté du 31 décembre 1986,
Journal officiel du 13 janvier 1987)

ACCORD DU 16 JUIN 2017
RELATIF AUX SALAIRES (TEGA, RMH) ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2017
NOR : ASET1750756M
IDCC : 1387

Entre
UIMM Udimétal Nord – Pas-de-Calais – Centre

D'une part, et
CFE-CGC métallurgie Nord - Pas-de-Calais
CFTC Nord
USM FO Armentières
USM FO Douai
USM FO Lille
USM FO Roubaix
CFDT métaux 59

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les organisations patronales et syndicales représentatives dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres déclarent attacher une grande importance à ce que le barème des TEGA qui est la référence pour l'accueil des nouveaux embauchés et une garantie pour les salariés en fonction, dans le respect de la hiérarchie des emplois, reste d'un niveau compatible avec la nécessité de préserver à la fois l'attractivité des métiers de la métallurgie et la compétitivité des entreprises industrielles.

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations professionnelles et rappellent que le présent accord conclu, notamment, sur les rémunérations minimales garanties (TEGA), obéit à une logique propre, et ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

En conséquence, il est convenu entre elles ce qui suit :

Article 1^{er}

Taux effectifs garantis annuels (TEGA)

1.1. Garanties 2017

Les barèmes des taux effectifs garantis annuels (TEGA) valables pour l'ensemble de l'année civile à partir de l'année 2017 fixent, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun mensuel ne peut être rémunéré pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures (annexe I).

Ces rémunérations tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Elles doivent être adaptées à l'horaire réellement pratiqué par l'entreprise (ou, s'il est différent, par le salarié) au cours de l'année en tenant compte des coefficients correcteurs correspondants.

Les coefficients correcteurs figurant dans l'annexe III au présent accord sont donnés à titre indicatif. Ils correspondent aux taux légaux de majoration des heures supplémentaires applicables au jour de la signature du présent accord.

1.2. Bénéficiaires de la garantie

Bénéficiaire de la garantie instituée à l'article 1.1. du présent accord, tous les mensuels à l'exception des titulaires d'un contrat de travail régi par des dispositions spécifiques en matière de rémunération.

En outre, les barèmes mentionnés aux articles 1.1 et 2 du présent accord doivent être adaptés aux situations propres à certaines catégories de travailleurs pour lesquels la réglementation institue des abattements de rémunération (jeunes de moins de 18 ans...).

1.3. Modalités de vérification

Pour vérifier si un mensuel a bénéficié sur l'ensemble de l'année 2017 d'une rémunération brute au moins égale pour l'horaire considéré, aux garanties constituées par le présent accord, il sera tenu compte des éléments définis par l'article 9.2.1 *bis* de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres, ainsi que des indemnités représentant tout ou partie des compensations salariales de la réduction d'horaire que les entreprises ont, le cas échéant, instituées notamment au titre de la réduction du temps de travail, et ce, même si cette indemnité figure à part sur le bulletin de paie.

1.4. Durée de validité de la garantie

La garantie instituée par l'article 1.1 du présent accord est valable pour une année complète.

Il s'ensuit que cette garantie doit être adaptée *pro rata temporis* lorsque intervient un changement de classification ainsi qu'en cas d'entrée ou de départ en cours d'année.

1.5. Adaptation de la garantie

Les périodes pendant lesquelles l'entreprise ne supporte pas elle-même l'intégralité de la rémunération, par exemple en cas de maladie, d'accident ou d'absence quelconque non indemnisée, ne sont pas prises en compte. Le taux effectif garanti annuel est alors adapté en proportion des périodes effectivement travaillées.

1.6. Régularisation

Dans le cas où la comparaison entre les sommes effectivement versées au titre de l'année et la garantie instituée par l'accord laisserait apparaître qu'un mensuel n'a pas été rempli de ses droits, celui-ci recevra, à l'échéance de la paie la plus proche, le complément de rémunération brute correspondant.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé au 1^{er} juillet 2017.

La valeur du point RMH est fixée à cette date à 4,15 €.

Les parties précisent que cette revalorisation s'applique pour la première fois à la prime d'ancienneté versée au titre du mois de juillet 2017.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH figurant en annexe II au présent accord s'appliquent pour la durée légale du travail. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Les montants figurant dans le barème des RMH sont arrondis à l'euro supérieur dès lors que le nombre de centimes après la virgule est égal ou supérieur à 50, à l'euro inférieur dans le cas contraire.

Ces montants sont donnés à titre indicatif. En effet, les valeurs de primes d'ancienneté sont calculées par le produit de la valeur du point par le coefficient et le taux d'ancienneté applicable sans arrondi pour éviter le cumul d'arrondis. Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3^e chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.

Les valeurs de primes d'ancienneté qui résultent de ce calcul figurent en annexe IV pour les administratifs, techniciens et maîtrises hors atelier, en annexe V pour les travailleurs manuels et en annexe VI pour les maîtrises d'atelier.

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise, ou, s'il est différent, par le salarié, en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

Article 3

Allocation complémentaire de vacances

Le montant de l'allocation complémentaire de vacances défini aux articles 11.1.14 à 11.1.18 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 462 € brut pour la période allant du 1^{er} mai 2017 au 30 avril 2018 (annexe VII).

Article 4

Indemnité de panier de nuit

Le montant de l'indemnité du panier de nuit visée par l'article 7.1.8 de la convention collective des industries métallurgiques des Flandres est porté à 6,40 € par repas au 1^{er} juillet 2017 (annexe VII).

Article 5

Dialogue social infrarégional

Les signataires conviennent de se rencontrer, sous la forme de délégations restreintes, au plus tard durant le 4^e trimestre 2017, à l'effet de définir ensemble les modalités concrètes de maintien d'un dialogue social et économique infrarégional conformément à ce que rend possible le règlement intérieur de la CPREFP de la métallurgie des Hauts de France.

Article 6

Durée de validité de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 7

Extension

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence, à l'initiative de la délégation patronale, à en demander l'extension.

Article 8

Formalités

Le présent accord fera l'objet des dépôts conformément à la réglementation.

Fait à Faches-Thumesnil, le 16 juin 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Taux effectifs garantis annuels 2017

Base 35 heures.

1. Mensuels âgés de 18 ans accomplis

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIF, Technicien, maîtrise (hors atelier)	TRAVAILLEURS manuels	MAÎTRISE d'atelier
V	3	395	30 738		32 086
		365	28 366		29 601 AM7
	2	335	26 096		27 106 AM6
	1	305	23 831		24 582 AM5
IV	3	285	22 402 TA4		23 066 AM4
	2	270	21 310 TA3		
	1	255	20 167 TA2		20 587 AM3
III	3	240	19 835 TA1		19 937 AM2
	2	225	19 298		
	1	215	19 177 P3		19 281 AM1
II	3	190	18 773 P2		
	2	180	18 637		
	1	170	18 510 P1		
I	3	155	17 779 O3		
	2	145	17 774 O2		
	1	140	17 764 O1		

En toute hypothèse, le mensuel ne peut percevoir une rémunération inférieure au Smic correspondant à l'horaire pratiqué.

Pour vérifier si la rémunération annuelle est au moins égale au TEGA, il convient de tenir compte des éléments définis à l'art. 9.2.1 *bis* de la convention collective.

Ce barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il doit être adapté en cas d'horaire différent en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

L'évolution des barèmes de TEGA et de RMH obéit à une logique propre et ne peut servir de base ou de référence à l'évolution des salaires réels versés par les entreprises.

2. Mensuels âgés de moins de 18 ans

Le taux effectif garanti annuel (TEGA) des mensuels âgés de moins de 18 ans subit un abattement dans les conditions ci-après :

AGE	ANCIENNETÉ		
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	Plus d'1 an
16-17 ans	TEGA – 20 % sans être < au Smic – 20 %	TEGA – 20 % sans être < au Smic	Aucun abattement
17-18 ans	TEGA – 10 % sans être < au Smic – 10 %	TEGA – 10 % sans être < au Smic	Aucun abattement

ANNEXE II

Rémunérations minimales hiérarchique 2017

Date d'application : 1^{er} juillet 2017.

Valeur du point : 4,15 €.

Base 35 heures.

Ce barème sert exclusivement de base de calcul des primes d'ancienneté.

Il inclut toutes les compensations pour réductions d'horaires.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIF, technicien, maîtrise (hors atelier) – (arrondi)	TRAVAILLEUR manuel ⁽¹⁾		MAÎTRISE d'atelier ⁽¹⁾
V	3	395	1 639			1 754
		365	1 515			1 621 AM 7
	2	335	1 390			1 488 AM 6
	1	305	1 266			1 354 AM 5
IV	3	285	1 183	TA 4	1 242	1 266 AM 4
	2	270	1 121	TA 3	1 177	
	1	255	1 058	TA 2	1 111	1 132 AM 3
III	3	240	996	TA 1	1 046	1 066 AM 2
	2	225	934			
	1	215	892	P 3	937	955 AM 1
II	3	190	789	P 2	828	
	2	180	747			
	1	170	706	P 1	741	
I	3	155	643	O 3	675	
	2	145	602	O 2	632	
	1	140	581	O 1	610	

(1) Ces montants incluent les majorations prévues par l'accord national du 30 janvier 1980 (5 % : travailleurs manuels et 7 % : maîtrise d'atelier).

Ces valeurs de primes d'ancienneté doivent être adaptées à l'horaire pratiqué par l'entreprise, ou, s'il est différent, par le salarié, en tenant compte des coefficients correcteurs (annexe III).

MODE DE CALCUL DE LA PRIME D'ANCIENNETÉ		
La prime d'ancienneté est égale au : coefficient x valeur du point x taux de la catégorie (voir ligne ci-dessous) x % d'ancienneté		
Administratifs, techniciens, maîtrise hors atelier : 1	Travailleurs manuels : 1,05	Maîtrise d'atelier : 1,07
Les valeurs qui en découlent sont arrondies au centime supérieur si le 3 ^e chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, au centime inférieur dans le cas contraire.		

ANNEXE III

Coefficients correcteurs applicables dans les cas où l'horaire constant est différent de 35 heures

Entreprises de toutes tailles

Dans le cas où l'horaire est différent de 35 heures, il y a lieu d'appliquer aux valeurs du barème des taux effectifs garantis annuels et aux valeurs des primes d'anciennetés calculées à partir du barème des rémunérations minimales hiérarchiques, le coefficient correcteur correspondant à l'horaire pratiqué.

Attention : le coefficient correcteur tient compte d'une majoration payée en espèces. Il n'est pas applicable dans le cas d'une majoration en temps de repos.

Le coefficient correcteur est calculé à partir de la majoration légale de 25 % pour les heures accomplies entre 35 et 43 heures et 50 % au-delà.

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées ⁽¹⁾	COEFFICIENT correcteur ⁽²⁾
Heures au taux normal	30,00 heures	30,000 heures	0,857143
	30,50 heures	30,500 heures	0,871429
	31,00 heures	31,000 heures	0,885714
	31,50 heures	31,500 heures	0,900000
	32,00 heures	32,000 heures	0,914286
	32,50 heures	32,500 heures	0,928571
	33,00 heures	33,000 heures	0,942857
	33,50 heures	33,500 heures	0,957143
	34,00 heures	34,000 heures	0,971429
	34,50 heures	34,500 heures	0,985714
Durée légale	35,00 heures	35,000 heures	1,000000
Heures majorées à 25 %	35,50 heures	35,625 heures	1,017857
	36,00 heures	36,250 heures	1,035714
	36,50 heures	36,875 heures	1,053571
	37,00 heures	37,500 heures	1,071429
	37,50 heures	38,125 heures	1,089286
	38,00 heures	38,750 heures	1,107143
	38,50 heures	39,375 heures	1,125000
	39,00 heures	40,000 heures	1,142857
	39,50 heures	40,625 heures	1,160714
	40,00 heures	41,250 heures	1,178571
	40,50 heures	41,875 heures	1,196429

	HORAIRE hebdomadaire	NOMBRE D'HEURES effectivement payées ⁽¹⁾	COEFFICIENT correcteur ⁽²⁾
	41,00 heures	42,500 heures	1,214286
	41,50 heures	43,125 heures	1,232143
	42,00 heures	43,750 heures	1,250000
	42,50 heures	44,375 heures	1,267857
	43,00 heures	45,000 heures	1,285714
Heures majorées à 50 %	43,50 heures	45,750 heures	1,307143
	44,00 heures	46,500 heures	1,328571
	44,50 heures	47,250 heures	1,350000
	45,00 heures	48,000 heures	1,371429
	45,50 heures	48,750 heures	1,392857
	46,00 heures	49,500 heures	1,414286
	46,50 heures	50,250 heures	1,435714
	47,00 heures	51,000 heures	1,457143
	47,50 heures	51,750 heures	1,478571
	48,00 heures	52,500 heures	1,500000
(1) C'est-à-dire tenant compte des majorations pour heures supplémentaires payées et non prises en repos. (2) Nombre d'heures effectivement payées divisé par 35.			

ANNEXE IV

Primes d'ancienneté (base 35 heures) ⁽¹⁾

Applicable au 1^{er} juillet 2017.

Valeur du point : 4,15 €.

RMH : 4,15 €.

Administratifs, techniciens, maîtrises hors atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCH.	COEFFICIENT	MINIMUM hiérarchique (arrondi)	ANCIENNÉTÉ																
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans	20 ans	Taux		
				3 %	4 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %	10 %	11 %	12 %	13 %	14 %	15 %	17 %			
V	3	395	1 639	49,18	65,57	81,96	98,36	114,75	131,14	147,53	163,93	180,32	196,71	213,10	229,50	245,89	278,67			
		365	1 515	45,44	60,59	75,74	90,89	106,03	121,18	136,33	151,48	166,62	181,77	196,92	212,07	227,21	257,51			
	2	335	1 390	41,71	55,61	69,51	83,42	97,32	111,22	125,12	139,03	152,93	166,83	180,73	194,64	208,54	236,34			
IV	1	305	1 266	37,97	50,63	63,29	75,95	88,60	101,26	113,92	126,58	139,23	151,89	164,55	177,21	189,86	215,18			
	3	285	1 183	35,48	47,31	59,14	70,97	82,79	94,62	106,45	118,28	130,10	141,93	153,76	165,59	177,41	201,07			
	2	270	1 121	33,62	44,82	56,03	67,23	78,44	89,64	100,85	112,05	123,26	134,46	145,67	156,87	168,08	190,49			
	1	255	1 058	31,75	42,33	52,91	63,50	74,08	84,66	95,24	105,83	116,41	126,99	137,57	148,16	158,74	179,90			

(1) En cas d'horaire constant différent voir annexe III.

NIVEAU	ÉCH.	COEFFICIENT	MINIMUM hiérarchique (arrondi)	ANCIENNETÉ														
				Taux														
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans	20 ans	
III	3	240	996	29,88	39,84	49,80	59,76	69,72	79,68	89,64	99,60	109,56	119,52	129,48	139,44	149,40	169,32	
	2	225	934	28,01	37,35	46,69	56,03	65,36	74,70	84,04	93,38	102,71	112,05	121,39	130,73	140,06	158,74	
	1	215	892	26,77	35,69	44,61	53,54	62,46	71,38	80,30	89,23	98,15	107,07	115,99	124,92	133,84	151,68	
II	3	190	789	23,66	31,54	39,43	47,31	55,20	63,08	70,97	78,85	86,74	94,62	102,51	110,39	118,28	134,05	
	2	180	747	22,41	29,88	37,35	44,82	52,29	59,76	67,23	74,70	82,17	89,64	97,11	104,58	112,05	126,99	
	1	170	706	21,17	28,22	35,28	42,33	49,39	56,44	63,50	70,55	77,61	84,66	91,72	98,77	105,83	119,94	
I	3	155	643	19,30	25,73	32,16	38,60	45,03	51,46	57,89	64,33	70,76	77,19	83,62	90,06	96,49	109,35	
	2	145	602	18,05	24,07	30,09	36,11	42,12	48,14	54,16	60,18	66,19	72,21	78,23	84,25	90,26	102,30	
	1	140	581	17,43	23,24	29,05	34,86	40,67	46,48	52,29	58,10	63,91	69,72	75,53	81,34	87,15	98,77	

Primes d'ancienneté (base 35 heures) ⁽¹⁾

Applicable au 1^{er} juillet 2017.

Valeur du point : 4,15 €.

Travailleurs manuels

RMH : 4,15 € + 5 %.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCH.	COEFFICIENT	MINIMUM hiérarchique (arrondi)	ANCIENNETÉ																
				Taux																
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans	20 ans			
IV	3	285	1 242	37,26	49,68	62,09	74,51	86,93	99,35	111,77	124,19	136,61	149,03	161,45	173,86	186,28	211,12			
	2	270	1 177	35,30	47,06	58,83	70,59	82,36	94,12	105,89	117,65	129,42	141,18	152,95	164,71	176,48	200,01			
	1	255	1 111	33,33	44,45	55,56	66,67	77,78	88,89	100,00	111,12	122,23	133,34	144,45	155,56	166,67	188,90			
III	3	240	1 046	31,37	41,83	52,29	62,75	73,21	83,66	94,12	104,58	115,04	125,50	135,95	146,41	156,87	177,79			
	1	215	937	28,11	37,47	46,84	56,21	65,58	74,95	84,32	93,69	103,05	112,42	121,79	131,16	140,53	159,27			
II	3	190	828	24,84	33,12	41,40	49,68	57,95	66,23	74,51	82,79	91,07	99,35	107,63	115,91	124,19	140,75			
	1	170	741	22,22	29,63	37,04	44,45	51,85	59,26	66,67	74,08	81,49	88,89	96,30	103,71	111,12	125,93			
I	3	155	675	20,26	27,02	33,77	40,52	47,28	54,03	60,79	67,54	74,30	81,05	87,80	94,56	101,31	114,82			
	2	145	632	18,96	25,27	31,59	37,91	44,23	50,55	56,87	63,18	69,50	75,82	82,14	88,46	94,78	107,41			
	1	140	610	18,30	24,40	30,50	36,60	42,70	48,80	54,90	61,01	67,11	73,21	79,31	85,41	91,51	103,71			

(1) En cas d'horaire constant différent voir annexe III.

ANNEXE VI

Primes d'ancienneté (base 35 heures) ⁽¹⁾

Applicable au 1^{er} juillet 2017.
Valeur du point : 4,15 €.

Maîtrise d'atelier

RMH : 4,15 € + 7 %.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCH.	COEFFICIENT	MINIMUM hiérarchique (arrondi)	ANCIENNETÉ														
				TAUX														
				3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS	11 ANS	12 ANS	13 ANS	14 ANS	15 ANS	20 ANS	
V	3			3 %	4 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %	10 %	11 %	12 %	13 %	14 %	15 %	17 %	
		395	AM7	52,62	70,16	87,70	105,24	122,78	140,32	157,86	175,40	192,94	210,48	228,02	245,56	263,10	298,18	
		365	AM7	48,62	64,83	81,04	97,25	113,45	129,66	145,87	162,08	178,29	194,49	210,70	226,91	243,12	275,53	
	2	335	AM6	44,63	59,50	74,38	89,25	104,13	119,01	133,88	148,76	163,63	178,51	193,38	208,26	223,14	252,89	
IV	1	305	AM5	40,63	54,17	67,72	81,26	94,80	108,35	121,89	135,44	148,98	162,52	176,07	189,61	203,15	230,24	
	3	285	AM4	37,97	50,62	63,28	75,93	88,59	101,24	113,90	126,55	139,21	151,87	164,52	177,18	189,83	215,14	
III	1	255	AM3	33,97	45,29	56,62	67,94	79,26	90,59	101,91	113,23	124,56	135,88	147,20	158,53	169,85	192,50	
	3	240	AM2	31,97	42,63	53,29	63,94	74,60	85,26	95,91	106,57	117,23	127,89	138,54	149,20	159,86	181,17	
		215	AM1	28,64	38,19	47,74	57,28	66,83	76,38	85,92	95,47	105,02	114,56	124,11	133,66	143,21	162,30	

(1) En cas d'horaire constant différent voir annexe III.

ANNEXE VII

Indemnités, primes, allocation 2017

Accord du 16 juin 2017

1. Indemnités diverses

Indemnité de panier (travaux de nuit) : 6,40 € ⁽¹⁾ (art. 7.1.8 de la convention collective du 20 mai 1986).

Indemnité de repas (petit déplacement) : 2.5 × le minimum légal (accord du 26 février 1976, art. 2.3).

2. Primes pour l'obtention d'un diplôme de l'enseignement technologique

Obtention d'un CAP de la profession par un apprenti sous contrat : 22,87 € (art. 8.2.4 de la convention collective du 20 mai 1986).

Obtention d'un diplôme dans les conditions prévues par l'art. 8.4.1 de la convention collective du 20 mai 1986 :

(En euros.)

CAP, BEP, CQP CQT1 CFPA 1 ^{er} degré	76,22
CQT2, CQT3, BP BTN Diplôme AFPA niveau IV	114,34
BTS, DUT Diplôme AFPA niveau III	152,45

3. Allocation complémentaire de vacances

(Art. 11.1.14 et suivants de la convention collective du 20 mai 1986).

Entre le 1^{er} mai 2017 et le 30 avril 2018 : 462 € brut.